

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Éditorial : À l'écoute?**

À l'occasion de sa toute première visite à Genève en tant que représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk était venu écouter ce que d'autres partenaires commerciaux avaient à dire au sujet de l'état actuel des négociations. Mais dernièrement, une idée sur la façon de faire progresser les négociations a commencé à faire surface, et l'USTR devrait la mettre à l'essai avec les membres. La dernière idée en date propose de sauter les modalités et de commencer les négociations directement, en s'attaquant aux concessions tarifaires ligne par ligne. L'USTR se heurtera certainement à un mur, car les pays en développement émergents n'épouseront probablement pas l'idée.

### **En préparation de sa visite à Genève l'USTR préconise une nouvelle approche des négociations**

Le gouvernement Obama a fait savoir clairement qu'il doit examiner ce qui se trouve sur la table avant de se réinvestir dans les négociations du Cycle de Doha. Dans une allocution qu'il a prononcée à la Georgetown University à Washington, le 23 avril, le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, a déclaré que son pays cherche à se faire une « idée bien plus claire » de ce qu'il retirera de Doha. L'USTR en chef a donné l'assurance qu'il rencontrera ses homologues de l'OMC pour échanger des points de vue, tout en répétant qu'il s'impose que les pays en développement émergents, notamment l'Inde, la Chine et le Brésil, fassent davantage pour parvenir à un accord. Le 5 mai, M. Kirk a déclaré qu'il faut adopter une nouvelle approche pour que les membres concluent cet accord. « Ce que nous recherchons, c'est un accord global et ambitieux dans lequel les avantages pour les intérêts agricoles et non agricoles des États-Unis sont au moins définis aussi nettement que les réductions que l'on attend de nous », a-t-il fait savoir.

Nombreux sont ceux qui pensent que M. Kirk devrait discuter de cette nouvelle approche avec les représentants des pays clés de l'OMC lors de sa visite à Genève, les 11 et 12 mai, approche qui consistera à envisager de sauter les modalités pour passer directement à la négociation des listes, c.-à-d. des négociations bilatérales produit par produit.

On a pour la première fois évoqué la nouvelle approche il y a environ trois semaines, lorsque plusieurs ambassadeurs l'ont examinée dans le cadre d'un petit groupe présidé par le Canada. À l'époque, l'idée n'a pas recueilli de soutien du tout, et l'on pensait qu'elle était morte née avant que les États-Unis se montrent intéressés à y donner suite.

Le 7 mai, le nouveau président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a présenté l'idée américano-canadienne, comme on l'a appelée, lors de la conférence du G-20. M. Walker a déclaré qu'il tâta le terrain pour voir si l'idée recueillerait quelque soutien, faisant valoir qu'elle permettra aux pays de se faire une idée plus claire de ce qu'ils retireront probablement des négociations – par exemple dans le secteur des produits sensibles – sans compter que l'approche accélérerait également le processus.

Cependant, des diplomates ont déclaré qu'il saute aux yeux que la principale raison motivant cette nouvelle approche est tout simplement de permettre aux principaux acteurs, notamment les États-Unis, d'influencer directement ce qu'ils obtiendront dans des secteurs comme les négociations sectorielles, les produits sensibles et les produits spéciaux.

#### **« Morte née? »**

L'idée a certes recueilli le soutien de pays comme la Suisse et le Japon, mais des sources affirment que tous les membres du G-20 qui ont pris la parole lors de la conférence ont rejeté l'idée américano-canadienne, un diplomate prétendant même que l'idée était quelque peu « morte née ». Les dirigeants du G-20, en l'occurrence le Brésil, l'Inde et la Chine, n'ont pas non plus débordé d'enthousiasme, sachant qu'ils seront les premières cibles. L'UE a également déclaré qu'elle n'aimait pas la proposition, car elle continue de préconiser le projet d'ensemble de modalités qui se trouve actuellement sur la table. Des sources ont affirmé qu'entre-temps, M. Walker a essuyé un feu nourri lors de la conférence du G-20, car d'aucuns soupçonnaient qu'il essayait de faire passer l'idée en force.

Entre-temps, l'USTR Ron Kirk devrait rencontrer les ambassadeurs de l'OMC le 11 mai et tenir des réunions bilatérales distinctes avec le directeur général, M. Pascal Lamy, et la commissaire au Commerce de l'UE, Lady Catherine Ashton, le 12 mai.

## Accord provisoire dans le différend sur le bœuf

Le 6 mai, on a fait un pas de plus vers le règlement du différend de longue date opposant les États-Unis et le Canada à l'UE au sujet du bœuf traité aux hormones, lorsque l'UE et les États-Unis ont annoncé la conclusion d'un accord qui pourrait aplanir les différences entre les parties impliquées dans le différend. Aux termes de l'accord, les États-Unis conviendraient de ne pas imposer de nouvelles sanctions qui toucheraient une gamme de produits de l'UE, notamment le roquefort, que les États-Unis ont menacé de frapper d'une augmentation tarifaire allant jusqu'à environ 300 %. En contrepartie, l'accord fournirait un accès en franchise supplémentaire au marché de l'UE au « bœuf de grande qualité » produit avec des bovins qui n'ont pas été traités aux hormones de croissance. L'accord accorderait un accès en franchise supplémentaire à 20 000 tonnes de bœuf au cours des trois premières années, et passerait à 45 000 tonnes au début de la quatrième. Le contingent de 20 000 tonnes est entre-temps accordé au titre du traitement de la nation la plus favorisée (NPF), et il est distinct du contingent actuel de 11 500 tonnes réservé entièrement au bœuf américain et canadien.

Les deux parties sont convenues de parvenir à un accord sur les modalités du règlement applicables au-delà de cette période avant que les quatre années se soient écoulées.

## Lancement des négociations sur un accord commercial UE-Canada

Entre-temps, l'UE et le Canada ont entrepris des négociations pour parvenir à un accord économique à Prague, lors du Sommet UE-Canada, le 6 mai. D'aucuns prétendent qu'un accord produira probablement des bénéfices totaux de plus de 20 milliards d'euros par an (31,6 milliards de CAD) en possibilités commerciales supplémentaires. Les fonctionnaires de l'UE ont déclaré que dans le cadre de l'accord, on recherchera un niveau maximum de libéralisation des échanges des biens et services, mais que les négociations porteront également sur l'amélioration de l'ouverture et de la collaboration en matière d'investissement et sur l'amélioration de la protection et de l'application des droits de propriété intellectuelle, entre autres choses.

## Prochains événements

- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, première moitié de juin (provisoire), Indonésie
- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, 7-9 juin 2009, Indonésie
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)
- Réunion de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site [www.fermesetaliments.ca](http://www.fermesetaliments.ca)

Dépôt légal :  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN 1496-9254

